

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélemy

Saint-barthélemy, le 02/04/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Partie nominative

YOPLAIT PRODUCTION FRANCE

Usine du Mans
23 rue des Grandes Courbes
72000 Le Mans

Affaire suivie par : Victor BOUCHE
Téléphone : 02.85.32.79.33
Courriel : victor.bouche@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2024-124_YOPLAIT FRANCE SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301730

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19/03/2024 de l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes - 72000 Le Mans. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Victor BOUCHE, Unité Inter-Départementale Anjou Maine, Risques chroniques, inspecteur de l'environnement en cours d'habilitation
- Laurent LERALLE, Unité Inter-Départementale Anjou Maine, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Guillaume BAVANT, YOPLAIT, Directeur du site
- Angélique Blanchard, YOPLAIT, Responsable HSE
- Aude DUBAELE, YOPLAIT, Coordinatrice HSE

Le courriel d'échange avec l'administration est angelique.blanchard@yoplait.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
<p>Le technicien principal du développement durable,</p> <p></p> <p>Victor BOUCHE victor.bouche 2024.04.04 16:14:36 +02'00'</p> <p>Victor Bouché</p>	<p>L'inspecteur de l'environnement,</p> <p>Laurent LERALLE laurent.lerall e</p> <p>Signature numérique de Laurent LERALLE laurent.leralle Date : 2024.04.05 15:17:58 +02'00'</p> <p>Laurent Leralle</p>	<p>Pour la Directrice et par délégation, La cheffe du pôle risques chroniques de l'Unité interdépartementale Anjou Maine,</p> <p>Anne Date : RIGAUD 2024.04.09 anne.michel 15:12:30 s +02'00' Anne Rigaud</p>

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 19/03/2024 de l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes 72 000 Le Mans, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est nécessaire de fournir le justificatif permettant de prouver le respect de la conformité :

- **Classement des stockages de papiers et de cartonnettes** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020 article : R.511-9

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **État des matières stockées – Cas général** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 49

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

YOPLAIT PRODUCTION FRANCE

Usine du Mans
23 rue des Grandes Courbes
72000 Le Mans

Références : 2024-124_YOPLAIT FRANCE SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes 72000 Le Mans. L'inspection a été annoncée le 01/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
- 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YOPLAIT France, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières. L'usine emploie 350 personnes. Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des stockages de papiers et cartonnets	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement stockages de bois	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9	Sans objet
3	Mur coupe-feu entre magasin central emballage et chaufferie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Précisions attendues sur le classement 1530 des installations (stockage de cartons et cartonnettes).

Mise en œuvre du plan d'action pour améliorer l'état des stocks des produits chimiques mis à jour (SEIRICH et inventaire hebdomadaire).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des stockages de papiers et de cartonnettes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1530
<p>Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Rubrique n°1530 : Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure à 20 000 m3 (Enregistrement) 2. Supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3 (Déclaration avec contrôle périodique)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport "classement et audit de conformité au titre de la rubrique 1510" rédigé par le bureau d'études GES sous le numéro 21907 daté de janvier 2024. Dans celui-ci, le volume de cartons et cartonnettes susceptible d'être stockés est estimé à 1256m3 dans l'IPD 1 et le site est considéré comme n'étant plus classé au titre de la rubrique 1530.</p> <p>Ces deux affirmations se contredisent au regard du guide entrepôt de février 2023, et ce d'autant plus que lors de la visite du 19 mars 2024, l'inspection des installations classées n'a pas retrouvé les éléments (espace de stockage au sol, racks...) permettant d'aboutir à un tel volume.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Expliciter le calcul ayant conduit à une estimation du volume de cartons et cartonnettes de 1256m3 et justifier le non classement des installations de stockage de papiers -cartons sous la rubrique 1530.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Classement stockages de bois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubrique 1532 : Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m3 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m3 (Enregistrement) b) Supérieur à 1 000 m3 mais inférieur ou égal à 20 000 m3 (Déclaration)
Constats : Contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport "classement et audit de conformité au titre de la rubrique 1510" n°21907 fourni par le bureau d'études GES, il n'a pas été constaté de présence de stockage de palettes bois à l'intérieur de l'entrepôt de produits finis à température dirigée. A la date du présent rapport, ce constat ne remet pas en cause le classement des installations de stockage de bois sous la rubrique 1532 en vigueur ni celui de l'entrepôt de produits finis sous la rubrique 1511.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mur coupe-feu entre magasin central emballage et chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1510
Prescription contrôlée : On entend par : Entrepôt couvert : installation pourvue a minima d'une toiture, composée d'un ou plusieurs bâtiments, visée par la rubrique n°1510.
Constats : Le magasin central de stockage des emballages est un entrepôt couvert et constitue l'IPD 2 de l'établissement. Pendant la visite, l'exploitant a présenté le détail de l'étude APAVE montrant que le mur séparatif entre le magasin central de stockage des emballages et le local technique contigu, comprenant notamment la chaufferie, est de classe REI 120. Ce document a été transmis à l'inspection le 22 mars 2024. Le local technique peut donc être considéré comme indépendant de l'IPD 2. Cet IPD se trouve <i>ipso facto</i> bel et bien à une distance supérieure à 40 mètres de l'IPD 1 de l'établissement. La séparation en 2 groupes d'IPD, chacun constitué d'une seule IPD présentée dans l'audit de conformité au titre de la rubrique 1510 est cohérente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni à l'inspection son plan d'action pour améliorer l'état des stocks des produits chimiques le 26 avril 2023. Celui ci comportait 4 items :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Intégration du type de produits stockés sur le plan de l'état des stocks pouvant être mis à la disposition des équipes d'intervention ; ce document a été transmis dans le mail de l'exploitant. 2. Mise à jour des données manquantes (localisation des stockages, stockage en vrac) sur le logiciel SEIRICH ; délai estimé par l'exploitant : juillet 2023 3. Mise en œuvre de solutions automatiques de dilution pour supprimer le stockage de bidons dans la partie conditionnement et process ; délai estimé par l'exploitant : juillet 2023 4. Révision de la fiche de poste du préposé produits chimiques avec mise en place d'un inventaire hebdomadaire ; délai estimé par l'exploitant : septembre 2023 <p>Lors de la visite de mars 2024, l'inspection a réalisé les constats suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le plan des stockages de produits chimiques mis à jour répond aux critères attendus. 2. La mise à jour des données manquantes sur le logiciel SEIRICH a débuté mais n'est pas encore aboutie. L'exploitant indique vouloir réaliser un travail de fond et reprendre de façon exhaustive le stock de tous ses produits chimiques en privilégiant tout d'abord les produits les plus dangereux, les plus utilisés et ceux présents en plus grande quantité. Ce processus nécessite la validation de 3 services différents en interne, ce qui fait que le délai a été sous-estimé ; l'exploitant indique une proportion de produits dont la fiche est finalisée à environ 25%. 3. Une station "Dosatron" a été installée dans la partie process pour 2 produits différents et les équipiers ont été formés à son utilisation. L'exploitant indique que l'installation est en projet de déploiement dans d'autres postes et que la station actuelle sert de test. 4. L'inventaire hebdomadaire pour les produits chimiques a été partiellement mis en place : celui-ci est réalisé uniquement sur les produits chimiques présents en quantités importantes, et pas sur ceux en faible volume. <p>L'exploitant a transmis son plan d'action mis à jour et le livret de poste de préposé produits chimiques le 22 mars 2024.</p> <p>Les nouvelles échéances pour le point n°2 (mise à jour de la base de données SEIRICH) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -31/12/2024 pour les secteurs NEP,REP,PROCESS,PROD -30/03/2025 pour les secteurs maintenance, magasins et utilités
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit poursuivre la mise en place de son plan d'action actualisé, en complétant la base de données dans le logiciel SEIRICH avec tous les éléments demandés (noms des produits, n°CAS, quantités présentes, grandes typologies de risques, localisations) y compris pour les produits non conditionnés.</p> <p>L'inventaire hebdomadaire des produits chimiques des produits à faible volume présents sur le site doit être implémenté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective